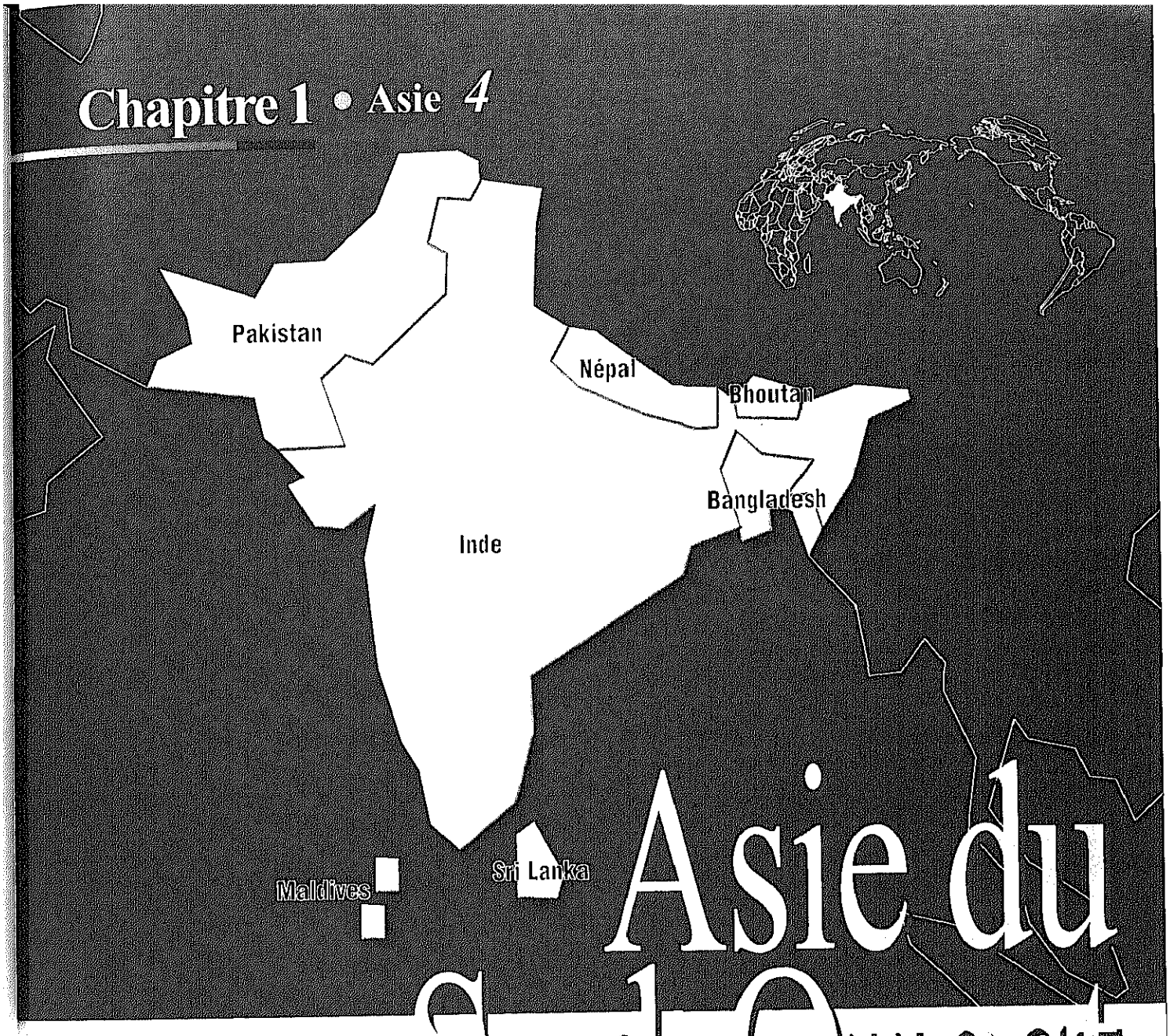


Asie du Sud-Ouest

Piliers de l'aide Un programme commun d'action centré sur l'éradication de la pauvreté

En Asie du Sud-Ouest, où vivent la moitié des pauvres de la planète (le seuil de pauvreté est représenté par un revenu d'un dollar par jour), l'éradication de la pauvreté est au cœur du programme commun d'action* défini pour les pays de la région. Aussi importe-t-il de formuler une coopération bien équilibrée, combinant des activités qui favorisent l'amélioration du niveau de vie et le développement régulier de l'économie, et de mettre en œuvre cette coopération dans le respect des besoins spécifiques de chaque pays.

La JICA fournit à cet effet une aide diversifiée qui s'étend des domaines essentiels de la vie quotidienne (tels que santé et soins médicaux, éducation, approvisionnement en eau potable) aux secteurs indispensables au développement économique (développement de l'agriculture, des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'infrastructure* économique, par exemple).

La région étant densément peuplée, l'incidence de l'activité humaine est grande sur le milieu naturel. C'est pourquoi la JICA assure également une aide axée sur la protection du milieu naturel et les problèmes d'environnement en milieu urbain.

Enfin, il convient d'envisager des approches pour faire face aux problèmes structurels et notamment de se demander pourquoi la région compte autant de pauvres et pourquoi leur nombre ne cesse d'augmenter malgré le développement économique.

État actuel du développement régional

Réduction de la pauvreté

La région de l'Asie du Sud-Ouest est composée de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,38 milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale. Dans cette région, 560 millions de personnes vivent dans le dénuement – soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté absolue.

Ces dernières années, presque tous les pays de la région ont connu un taux annuel de croissance économique de l'ordre de 5 %. Dans l'absolu, cela semble correct, mais la pauvreté reste présente. Liés d'une manière complexe à la politique et à la société, des facteurs tels que l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat contribuent à une profonde diversité sociale et culturelle, ainsi qu'à l'instabilité.

En Asie du Sud-Ouest, où l'aide est d'une importance cruciale, la coopération se concentre sur des domaines élémentaires tels que la santé et les soins médicaux, l'agriculture et le développement rural, et l'éducation primaire axée sur la réduction de la pauvreté. Elle s'emploie également à moderniser les infrastructures pour stimuler l'activité socioéconomique, et à prendre en compte les problèmes d'environnement liés à l'accroissement de la population et au développement économique. Il importe en outre d'accorder une attention particulière à l'intégration des sexospécificités*, que reflètent les taux d'alphabétisation et les taux élevés de mortalité maternelle et infantile. Enfin, par des projets conjoints avec les organisations non gouvernementales (ONG), il faut veiller à ce que cette coopération atteigne les groupes socialement vulnérables, comme les femmes, et qu'elle intervienne à l'échelon local.

Soutien à la paix et à la stabilité dans la région

Les événements du 11 septembre 2001 ont eu un impact déterminant dans la région. La communauté internationale a cependant pris conscience du fait que la pauvreté est une cause profonde du terrorisme ; elle comprend désormais la nécessité de combattre sans plus attendre le dénuement des populations fortement déshéritées des pays d'Asie du Sud-Ouest, source d'instabilité sociale et de conflits interethniques ou religieux.

La JICA prévoit de fournir une aide favorisant la stabilité de la région. Elle envisage notamment de soutenir le Pakistan, dont l'économie et la société ont beaucoup souffert des attaques terroristes aux États-Unis, et de participer à la reconstruction après le conflit au Sri Lanka, où le gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont entamé des négociations pour la paix suite à l'accord de cessez-le-feu de février 2002.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Une aide bénéficiant à la communauté locale - Bangladesh

Pays parmi les plus appauvris de l'Asie du Sud-Ouest, le Bangladesh est sujet à de fréquentes catastrophes naturelles, parmi lesquelles des inondations dues à sa géographie.

En 2000, le Japon a élaboré un programme d'aide par pays identifiant les domaines prioritaires de la coopération au Bangladesh : (1) agriculture et développement rural ; (2) amélioration au plan social (conditions de vie, santé et soins médicaux élémentaires) ; (3) promotion des investissements et des exportations et (4) prévention des catastrophes. Le gouvernement japonais et le régime actuel ont affirmé leur volonté de continuer à traiter ces domaines en priorité.

Au plan local, l'ambassade du Japon, la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC)*, et le bureau de la JICA entretiennent une étroite collaboration. Cinq secteurs primordiaux ont été retenus : le développement rural, la santé, l'éducation, la lutte contre la contamination des eaux par l'arsenic, et l'électricité. Des groupes de travail auxquels participent les experts détachés par la JICA ont été constitués pour chacun de ces secteurs. L'objectif est de partager et rassembler de manière systématique les savoirs et l'expérience des individus impliqués dans chaque secteur en vue de définir un programme intégré de coopération japonais.

Par ailleurs, la JICA encourage la participation d'autres donateurs. Dans le domaine éducatif, elle s'est associée à d'autres contributeurs pour mettre en œuvre un programme de développement de l'enseignement primaire obéissant à une approche sectorielle. Ce programme a servi de cadre à divers projets réalisés conjointement avec Shapla Neer (Citizen's Committee in Japan for Overseas Support ou Comité d'aide extérieure organisé par la population au Japon), l'Organisation japonaise pour la coopération internationale en matière de planning familial (JOICFP) et le Réseau d'information sur la contamination par l'arsenic en Asie (AAN), en collaboration active avec les ONG.

Développement au service du bonheur national brut – Bhoutan

Le royaume du Bhoutan, qui compte 680 000 sujets, est perché sur les pentes abruptes du versant oriental de l'Himalaya. En vertu du bonheur national brut (BNB), philosophie du développement adoptée par le roi, le pays a entrepris des efforts pour promouvoir sa croissance économique (mesurée par le produit national brut ou PNB), tout en préservant sa culture traditionnelle et son environnement naturel.

Compte tenu de la politique menée par le gouvernement du Bhoutan, la JICA a mis en place une coopération portant sur le développement agricole et sur l'amélioration des infrastructures (routes, télécommunications et électricité), deux domaines essentiels. Le développement agricole occupe une place à part : l'agriculture, qui emploie 80 % de la population, constitue en effet l'activité numéro un de ce pays. Fort du succès de ses précédents efforts de développement agricole dans l'ouest du Bhoutan, le Japon bénéficie d'un important capital de confiance. L'Agence concentre actuellement ses actions de coopération sur les techniques d'exploitation rizicole et sur la construction de routes pour l'agriculture dans la région orientale, où les conditions de vie sont les plus rudes et les pauvres les plus nombreux.

Développement local à l'issue du processus de paix – Népal

Marqué par des divisions sur le plan social et culturel, liées à des questions d'ethnie et de caste, et par un relief accidenté limitant les effets de l'aide, Le Népal est l'un des pays les plus pauvres au monde. Pour la JICA, l'objectif prioritaire de la coopération doit donc être l'amélioration du niveau de vie de la population, et des projets concernant les soins de santé, l'éducation primaire, le développement de l'infrastructure socioéconomique, l'agriculture et le développement rural, ainsi que la protection de l'environnement doivent être mis en place. Durant l'exercice 2002, le Japon s'est associé aux États-Unis pour mener une étude de formulation de projets dans le domaine sanitaire ; elle a abouti à une action coordonnée des deux pays sur la santé des mères et des enfants, et sur le VIH/sida. Par ailleurs, pour faire face à l'alarmante dégradation de l'environnement dans

Sur le Terrain

• Bangladesh
Lutte contre les inondations et aide à l'accroissement des revenus

Soutien administratif au développement rural participatif

Envoi d'experts de la coopération technique

Un tiers du territoire submergé

Le Bangladesh, qui possède une longue frontière avec la partie occidentale de l'Inde, compte quelque 140 millions d'habitants, soit presque autant que le Japon, pour une surface à peine deux fois supérieure à celle de l'île d'Hokkaido. Pendant la mousson, d'énormes quantités d'eau affluent du bassin supérieur, qui englobe la chaîne de l'Himalaya, le Népal et l'Inde, et représente 12 fois la surface du territoire bangladais. Il en résulte de graves inondations. Dans ce pays qui s'étend pour une bonne part sur un delta, 20 à 33 % des terres sont inondées lors des crues saisonnières.

Le pays comprend une vaste zone de terres basses (l'Haor) et de multiples îles fluviales formées de sable et de limon (les « chars »). Dans l'Haor, les immenses rizières entourant les villages sont immergées et ressemblent à des lacs pendant les trois mois que dure la mousson.

Protection des vies humaines lors des crues

En collaboration avec le Département de l'autorité locale d'ingénierie (LGED), la JICA met en œuvre des activités de type participatif devant permettre à la fois de lutter contre les inondations et d'accroître les revenus de la population. Les mesures de prévention des inondations destinées aux habitants des zones rurales (Haor et chars, notamment) leur permettent de rester dans la région et de ne pas être évacués lors des crues saisonnières. Ces mesures consistent notamment à ériger des murs pour protéger les villages des marées, à aménager des puits profonds pour l'approvisionnement en eau potable et à construire des digues pour les zones d'évacuation. Par ailleurs, les habitants reçoivent régulièrement une formation professionnelle pour apprendre à assurer leur subsistance en période de crues ; ces cours, qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération en faveur du développement rural, portent sur l'élevage de bétail et de poissons d'eau douce, ou encore sur la culture de jardins potagers.

Le district de Kishoreganj, frappé par les inondations

Les habitants du village de Grai, situé dans le comté de Nikli (district de Kishoreganj), prennent part actuellement à une expérience pilote. Il s'agit de tester l'efficacité de ces mesures de lutte contre les inondations et de mettre en place un système coopératif entre les habitants et l'administration locale, afin de favoriser à l'avenir la participation de la population.

(Bureau de la JICA au Bangladesh)

la capitale, Katmandou, le gouvernement du Japon et des administrations locales japonaises ont engagé un processus de coopération technique axé sur le transfert de technologie en matière de traitement des déchets et de compétences en gestion administrative.

Ces dernières années, les actions de guérilla de groupes communistes maoïstes se sont multipliées, et l'instabilité menace particulièrement la sécurité des populations rurales. Au Népal, du fait que la majorité des pauvres se concentre dans les zones rurales, la JICA a de plus en plus de difficultés à mettre en œuvre les projets de coopération qui leur sont destinés. Toutefois, depuis le début de 2003, les Népalais commencent à entrevoir la possibilité d'un cessez-le-feu et de négociations entre le gouvernement et les mouvements de guérilla ; mais la prudence reste de mise dans toute action de coopération.

Réduction de la pauvreté et des disparités économiques et régionales – Pakistan

Parvenue au pouvoir après un coup d'État pacifique en octobre 1999, l'administration Musharraf a mis en œuvre des réformes pour la reconstruction et la démocratisation du pays. Avec le soutien du président Musharraf et de l'armée, le parti conservateur connu sous le nom de Ligue musulmane du Pakistan, faction Quaid-Azam, a remporté les élections législatives d'octobre 2002 ; depuis cette date, il applique ces réformes et ces orientations en matière de développement.

En novembre 2002, le troisième groupe d'étude de l'aide pour le Pakistan a vu le jour, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC). Conscient de la nécessité de s'atteler à la réduction de la pauvreté et des disparités économiques et régionales, le groupe d'étude examine l'orientation à donner à la coopération japonaise et la possibilité de restreindre les domaines d'aide prioritaires.

Sur le Terrain

● Pakistan

Coopération en faveur de l'alphabétisation au Pakistan

Renforcer l'Administration en charge de l'éducation et de l'alphabétisation

Envoi d'experts de la coopération technique

Extension de l'éducation non formelle

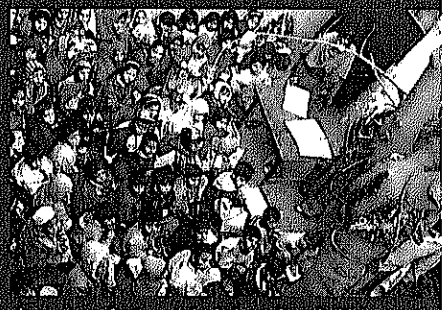
Le Pakistan affiche un taux global d'alphabétisation de 49 % (36,8 % pour les femmes) et un taux de scolarisation primaire de 66 % (50 % pour les femmes). À l'issue du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar en 2000, le Pakistan a élaboré un plan d'action national (Éducation pour tous, EPT) qui vise à atteindre un taux de scolarisation primaire de 100 % d'ici 2015. L'amélioration du taux d'alphabétisation des femmes dans les régions reculées, et notamment en zone rurale, est devenu un objectif primordial.

En vertu de ce plan, l'État pakistanais a entrepris de construire davantage de salles de classe, d'augmenter le nombre d'enseignants, d'améliorer leur formation, de distribuer du matériel éducatif et de créer un environnement propice à l'éducation non formelle (ENF). Cette dernière permet à des enfants de cinq à quatorze ans n'ayant pas accès à l'école publique ou ayant interrompu leurs études d'achever un cycle primaire en trois ans et demi au lieu des cinq habituels. Au total, 200 000 centres d'apprentissage de ce type doivent voir le jour d'ici 2015. Les cours d'alphabétisation pour adultes, notamment pour les femmes, se multiplient également, et des formations (couture, etc.) permettant d'améliorer les revenus du foyer et d'obtenir des micro-crédits devraient être organisées à l'avenir.

Élaboration de matériels didactiques et soutien aux politiques

Les experts japonais détachés depuis 1997 (mission de longue durée) auprès du ministère pakistanais de l'Éducation soutiennent le programme de développement en faveur de l'alphabétisation et de l'élaboration de matériels pédagogiques. Depuis 2001, la JICA apporte son soutien aux politiques d'alphabétisation pour tous ; à cet égard, elle a organisé un séminaire sur l'alphabétisation et l'éducation de base dans un contexte de décentralisation des pouvoirs. Dans le droit fil de la Décennie des Nations-Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2005), et de la Décennie des Nations-Unies pour l'alphabétisation (2003-2012), l'Agence soutient également l'élaboration de programmes nationaux spécifiques en faveur de l'alphabétisation, en collaboration avec l'UNESCO.

La JICA contribue par ailleurs à promouvoir les programmes d'alphabétisation des adultes en organisant des ateliers de formation aux méthodes de gestion du cycle du projet*, (planification, mise en œuvre, suivi et évaluation), ouverts aux enseignants de la région.



Jeunes enfants scolarisés grâce à l'éducation non formelle

À l'avenir, plusieurs préfectures de l'État du Banjab serviront de régions pilotes ; un projet de coopération technique sera mené durant trois ans en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire dans les centres d'ENF. Parallèlement à la coopération administrative instaurée à l'échelon fédéral, l'Agence prévoit de renforcer la gestion de l'alphabétisation par la mise en place de projets pilotes au niveau des provinces et des districts.

(Bureau de la JICA au Pakistan)

La coopération technique porte aujourd'hui sur les domaines suivants : bonne gestion des affaires publiques* (amélioration des services administratifs locaux et soutien à la réforme de la police), santé et soins médicaux, éducation, environnement, infrastructure économique et agriculture. À l'avenir, grâce à des prêts et à une coopération financière non remboursable, l'Agence aidera le gouvernement pakistanais à réduire la pauvreté, redresser l'économie, pratiquer une bonne gestion des affaires publiques et accorder davantage de pouvoirs aux collectivités locales.

Coopération au service de la paix – Sri Lanka

Au Sri Lanka, où les revenus et le niveau d'éducation sont plus élevés que dans d'autres pays de la région, il est plus facile de mettre en place des activités de coopération technique. L'infrastructure économique a pu se développer progressivement grâce à une aide japonaise sous forme de prêts. Les efforts se poursuivront par la réalisation d'une étude de développement et par l'envoi d'experts de la coopération technique.

En février 2002, la guerre civile qui sévissait depuis 19 ans a été suspendue pour une période indéterminée, et les parties ont entamé des négociations. Le retour des 800 000 personnes déplacées lors du conflit a commencé après le cessez-le-feu. À l'issue de ce dernier, la JICA a ajouté à la liste de ses principales missions le « *soutien au processus de paix* » et la « *reconstruction après un conflit* » ; elle a également réalisé une étude sur les besoins des zones concernées. En attendant des accords de paix, l'Agence assurera un soutien à la réinstallation des personnes déplacées, une aide humanitaire et une aide au développement dans les régions dévastées par la guerre. L'objectif est d'aider les habitants de ces régions à faire l'expérience de la paix et de ses conséquences concrètes, et soutenir de la sorte le processus de paix.

Sur le Terrain

• Sri Lanka

Soutien en faveur des prestations sociales pour les personnes handicapées

Amélioration de l'enseignement et des soins infirmiers pour un nombre croissant d'enfants

Volontaires JOCV

Un pays profondément marqué par le bouddhisme

La larme de l'Inde, tel est le surnom du Sri Lanka, pays dont la population se partage entre Cinghalais et Tamouls. Les négociations visant à mettre un terme à la guerre civile, mises en place avec la médiation d'autres pays, ont suscité d'énormes espoirs de paix parmi les habitants. Le Sri Lanka peut s'enorgueillir d'un taux d'alphabétisation de 90 %, de la gratuité des services médicaux de base, et d'autres aspects bien plus évolués que dans d'autres pays en développement du continent asiatique. Le Japon lui fournit une aide financière et des ressources humaines dans les domaines suivants : santé et soins médicaux, éducation, développement régional et sport.

Les croyances bouddhistes, partagées par 70 % de la population, imprègnent les modes de vie et de pensée des Sri Lankais. La plupart d'entre eux croient à la réincarnation, par exemple, ce qui n'est pas sans conséquence sur les conditions de vie des handicapés. Beaucoup pensent que le handicap physique frappe ceux qui ont mal agi dans une vie antérieure ; en d'autres termes, les individus doivent s'efforcer d'avoir un comportement vertueux pendant toute leur vie.

Ces croyances nuisent à la compréhension du handicap, y compris dans les familles des intéressés et parmi les acteurs de l'aide sociale. Même si les programmes d'aide sociale tendent à être négligés, l'envoi de volontaires JOCV au cours des dix dernières années a permis d'améliorer progressivement la situation.

Résultats d'activités suivies

Aux premières heures de la coopération, les volontaires JOCV ont participé essentiellement à l'élaboration de mesures en faveur des malentendants. En collaboration avec l'Institut national de l'éducation du Sri Lanka, ils ont défini les programmes de formation des enseignants et rédigé des manuels. Par la suite, l'envoi de JOCV a été étendu à des établissements gérés par des ONG, accueillant des enfants handicapés physiques ou mentaux. Le Centre national pour l'enfance a ouvert ses portes en février 2003 ; il s'agit d'un gigantesque premier pas en matière de politique d'action sociale, secteur considérablement à la traîne dans ce pays. Là aussi, l'aide des volontaires JOCV demeure indispensable.

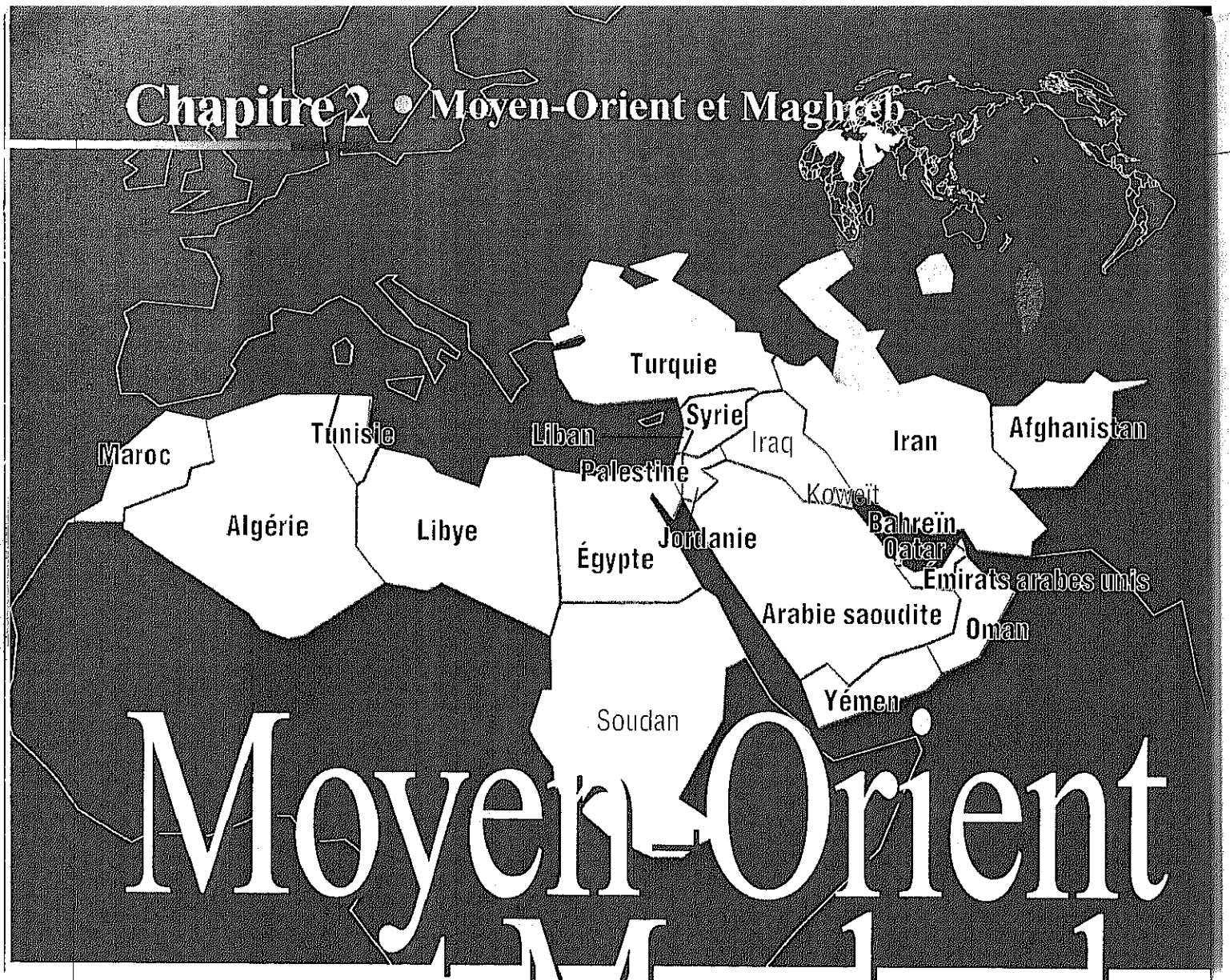
Pour l'heure, le Centre national pour l'enfance se concentre sur les activités suivantes : promotion d'examens de santé pour les nouveau-nés et les enfants en bas

Une volontaire JOCV en compagnie d'enfants handicapés

âge à des fins de diagnostic et de traitement précoces des handicaps, réalisation de brochures sur le développement infantile à l'intention des mères, mise en œuvre de programmes de formation pour les d'enseignants s'adressant à des enfants handicapés (en sus des programmes pour enfants malentendants), et visites dans les écoles pour y dispenser une aide psychopédagogique.

Les actions de coopération axées sur la participation de la population locale se poursuivront ; à terme, l'objectif est que les Sri Lankais puissent eux-mêmes améliorer la santé et l'éducation de leurs enfants.

(Bureau de la JICA au Sri Lanka)



Moyen-Orient et Maghreb

Piliers de l'aide Gestion des ressources en eau, protection de l'environnement et développement des ressources humaines

La JICA intervient dans les domaines du développement prioritaires au Moyen-Orient, autrement dit la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement, la promotion de l'industrie et le développement des ressources humaines.

Dans le cadre du soutien au processus de paix au Moyen-Orient, principal problème dans la région, la JICA apporte une aide technique énergique à la Palestine par l'accueil de participants à une formation professionnelle et le renforcement des capacités législatives, judiciaires et administratives. Pour ces activités, l'Agence bénéficie de l'appui d'administrations régionales japonaises et du gouvernement de la Jordanie voisine.

En Afghanistan, où la reconstruction fait suite à plus de 20 années de guerre civile, la JICA a mis en œuvre des projets dans divers domaines tels que la promotion de l'éducation, le rétablissement des services médicaux, le renforcement de l'autonomie* des femmes, le rétablissement des médias, avec le soutien de la communauté internationale. La JICA envisage également de contribuer à la reconstruction après le retour de la paix en Iraq, dans l'objectif de bâtir les fondations d'une nouvelle nation.

En Arabie saoudite et dans les autres pays producteurs de pétrole, la JICA apporte son soutien aux efforts de diversification du revenu national afin que ces pays s'affranchissent d'une structure économique fondée sur la manne pétrolière. La coopération concerne plus précisément la formation d'ingénieurs et de personnel technique.

L'aide aux pays enregistrant un revenu relativement élevé comme la Tunisie et la Turquie se concentre sur une coopération technique axée sur le développement des ressources humaines.

Les pays au revenu relativement faible, comme l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Yémen, bénéficient des programmes d'aide financière non remboursable et de coopération technique. L'aide est ciblée sur la modernisation et le développement de l'infrastructure* industrielle, ainsi que sur la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain* (BEEH), notamment dans le domaine de la santé et des soins médicaux.

État actuel du développement régional

Immeubles détruits par les affrontements en Palestine

Diversité des contextes économiques et politiques

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 22 pays, s'étend sur un vaste territoire allant de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La plupart des pays de cette région ont un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne.

La diversité des systèmes politiques explique que puissent se côtoyer des monarchies et des émirats, des républiques séculaires et une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux.

Sur le plan économique, les disparités entre les pays de cette région sont considérables : alors que les États du Golfe et les pays d'Afrique du Nord recèlent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, qui en sont dépourvus, sont à la traîne en termes de développement socioéconomique et sont classés parmi les pays les moins avancés* (PMA).

Diversité des conditions de développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne et les contextes sociaux et culturels sont donc très variés. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la région a connu de nombreux conflits, notamment les guerres israélo-arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iraq-Iran, la guerre du Golfe, l'offensive américaine en Afghanistan, le conflit palestinien et la guerre en Iraq. Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant.

Ainsi, les États du Golfe se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détacher sur le plan économique et social. Si ces pays ont atteint des niveaux élevés en ce qui concerne les infrastructures en place, plusieurs d'entre eux demeurent toutefois tributaires de techniciens et d'ingénieurs étrangers. La première priorité pour ces pays consiste donc à former des ressources humaines capables de soutenir la croissance de leur économie.

D'autre part, dans plusieurs pays en proie à des difficultés économiques, la fourniture de services liés aux BEEH reste insuffisante, notamment pour ce qui est de la santé et des soins médicaux primaires ou de l'approvisionnement en eau potable.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Soutien en faveur de la paix au Moyen-Orient

Depuis la signature du premier accord d'Oslo en septembre 1993, le Japon participe activement aux discussions multilatérales en assurant la présidence du Comité de travail sur l'environnement. Il s'agit de l'un des cinq comités (environnement, développement économique régional, ressources en eau, maîtrise des armements, sécurité de la région et réfugiés) formés lors des négociations de paix au Moyen-Orient en 1992, afin de soutenir le processus de règlement du conflit israélo-palestinien. Parallèlement, le Japon apporte une contribution énergique par l'intermédiaire des organisations internationales.

Depuis septembre 2000, on assiste à une intensification des opérations militaires et des attentats. Néanmoins, plusieurs événements survenus en 2003 laissent entrevoir une chance pour la paix au Moyen-Orient : la nomination, en avril, de Mahmoud Abbas comme premier ministre de l'Autorité palestienne, l'adhésion en juin des autorités israéliennes et palestiniennes à une « feuille de route » prévoyant un cessez-le-feu bilatéral, et la proclamation, fin juin, d'une trêve de trois mois du côté palestinien.

Lors de sa visite en Palestine en avril 2003, Yoriko Kawaguchi, ministre des Affaires étrangères du Japon, a présenté le nouveau programme de coopération intégrée du Japon, destiné à soutenir les réformes lancées par l'Autorité palestinienne. Dans le cadre de ce programme, la JICA assurera l'accueil de participants à une formation au Japon, et elle mettra en place un projet de stage pour les pays-tiers*, en se concentrant sur les deux domaines prioritaires que sont l'amélioration des secteurs clés de la vie quotidienne et le développement du secteur productif. Dans le même temps, elle continuera à appuyer les réformes engagées depuis l'an dernier par l'Autorité palestienne.

Coopération dans le domaine de l'eau

Au vu des conditions naturelles, du développement économique récent et de la croissance démographique, un approvisionnement stable en eau et une utilisation efficace de cette ressource sont des questions urgentes dans cette région, dont une bonne partie est en situation de déficit hydrique. Pour répondre aux problèmes de chaque pays, l'Agence envoie des experts et organise l'accueil de participants à des formations techniques en ce qui concerne la planification de la gestion des ressources en eau, l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, et elle fournit un appui technique aux services des eaux.

Protection de l'environnement

Dans cette région, le développement a privilégié la croissance économique, au détriment des aspects environnementaux ; la pollution de l'air, des eaux et des sols y atteint des proportions inquiétantes. Dans ses actions de coopération, la JICA accorde la priorité à la surveillance de l'environnement, à l'amélioration des compétences en matière de mesure de la pollution, à l'introduction de processus de fabrication respectueux de l'environnement. Elle contribue à la mise en place de systèmes de surveillance de l'environnement, de production propre et de gestion des déchets.

Sur le Terrain

● Syrie

Séminaire pour les enseignants travaillant dans les établissements scolaires pour handicapés

Étendre la protection sociale en faveur des personnes handicapées

Envoi d'experts de la coopération technique et de JOCV

Les handicapés laissés pour compte

En Syrie, où la tradition veut que les individus les plus faibles soient pris en charge, il est rare que les personnes handicapées soient socialement indépendantes. Par ailleurs, la croyance selon laquelle les handicaps sont héréditaires est fortement ancrée. Dans les zones rurales, il arrive parfois que les enfants handicapés ne sortent jamais de chez eux pour ne pas compromettre les chances de mariage de leurs frères et soeurs. Si les statistiques officielles évaluent à 150 000 (soit 0,85% de la population totale) le nombre d'individus atteints d'un handicap, leur pourcentage réel est sans doute plus proche de 4%, car la définition retenue pour les besoins statistiques reste vague.

Méthodes de formation inventives

Depuis 1995, dans le cadre d'un programme d'envoi de volontaires JOCV, des infirmiers et thérapeutes japonais interviennent dans des établissements syriens destinés aux handicapés pour y partager leur expérience avec des enseignants locaux. Prenant conscience de la nécessité d'étendre ces connaissances et ces savoir-faire au personnel enseignant sur tout le territoire syrien, l'Agence a détaché des experts japonais pour y organiser un séminaire. Objectif de ce séminaire : réfléchir aux meilleurs moyens d'offrir un enseignement professionnel et une aide par le travail aux personnes handicapées, en s'inspirant de l'exemple du Japon et d'autres pays. Lors de la partie pratique, les experts ont enseigné des méthodes d'apprentissage des activités de base. Ils étaient assistés de volontaires JOCV, qui ont employé des matériaux peu onéreux et facilement disponibles en Syrie.

Les participants semblaient ravis d'avoir pu acquérir des méthodes et glaner des conseils qui leur permettront d'offrir un enseignement (activités artisanales, techniques de jardinage, etc.) adapté au niveau de handicap de leurs élèves. Ce séminaire leur a également fait comprendre que l'on pouvait aider les handicapés en s'appuyant sur des matériaux et des idées simples, propres à stimuler leur enthousiasme et leur créativité.

Autonomie des handicapés

Lors de ce séminaire, un rapport d'activité a été réalisé par une personne handicapée, ce qui constituait une première en Syrie. Sur les conseils d'un expert, nous avons demandé à une personne handicapée employée dans un atelier fabriquant, avec du carton, des supports pour des activités d'éveil au Centre d'infirmité motrice cérébrale de relater son expérience. Cette initiative a été perçue positivement par la personne concernée, et par des participants handicapés travaillant comme enseignants auprès d'autres handicapés. Lors d'une prochaine étape qui ira au-delà des établissements éducatifs, les actions de coopération de la JICA se concentreront sur l'accès à l'autonomie des personnes handicapées au sein des communautés régionales.

Expert japonais travaillant dans un établissement scolaire pour handicapés en Syrie

(Bureau de la JICA en Syrie)

Promotion de l'industrie et développement des ressources humaines

Dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, l'Union européenne (UE) préconise l'instauration d'une zone de libre-échange dans cette région, afin de stimuler le développement économique et social, qui est par ailleurs un facteur de stabilité. Dans les années à venir, l'Algérie, l'Égypte, la Syrie, la Tunisie, la Palestine, le Maroc et la Jordanie devraient rejoindre ce partenariat. L'un de ses objectifs consiste à développer des industries nationales compétentes à l'échelle internationale. Dans cette optique, la JICA participe au développement des ressources humaines par le biais de la formation professionnelle et par un appui à l'élaboration de politiques dans le secteur industriel.

Un expert discute de la préservation des genévriers en Arabie saoudite.

Sur le Terrain

• Afghanistan
Formation d'enseignantes afghanes

Permettre aux enseignantes de perfectionner leurs connaissances

Accueil de participantes à une formation

Domaine prioritaire dans le cadre de la reconstruction après un conflit

Après l'effondrement du régime des talibans, l'Afghanistan a engagé sa reconstruction en s'appuyant sur l'aide de différents pays. Dans ce pays, le Japon entend soutenir le *processus de paix et réconciliation nationale*, ainsi que le développement des ressources humaines. À cet effet, il concentrera ses efforts de coopération sur l'éducation, l'accès des femmes à l'autonomie et le renforcement des institutions.

En février 2003, vingt enseignantes et directrices d'école afghanes ont bénéficié d'une formation qui leur était spécifiquement destinée au Centre international de Tokyo. Il *s'agissait de mieux cerner la situation actuelle* et les actions à entreprendre en faveur de la scolarisation des femmes en Afghanistan, de définir un cadre permettant aux filles et aux femmes afghanes de recevoir un enseignement dispensé par d'autres Afghanes, d'assurer le perfectionnement professionnel d'un petit groupe d'enseignantes qui seront chefs de file dans la lutte contre l'inégalité entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'éducation.

Les stagiaires, venues de toutes les régions afghanes, ont participé à des discussions animées. Voici un aperçu des opinions exprimées à cette occasion : « Le problème, c'est que beaucoup de parents empêchent leurs filles de recevoir une éducation scolaire », « Les choses devraient s'améliorer à l'avenir ; cette situation était imposée par la guerre civile et le régime des talibans », « Selon moi, la population dans son ensemble ne saisit pas suffisamment l'importance de ce problème, et c'est là que le bât blesse. », « Il devrait y avoir davantage de femmes parmi les enseignants », ou encore « Nous manquons de matériels didactiques, car beaucoup ont brûlé pendant la guerre ».

S'atteler à des problèmes spécifiques

Certains des stagiaires étrangers qui ont reçu une formation technique au Japon en ressortent décontenancés : bien qu'ayant appris beaucoup de choses lors de cette formation, ils constatent une telle différence entre la situation au Japon et celle qui règne dans leur propre pays qu'une fois de retour chez eux, ils ne savent plus quelles actions entreprendre.

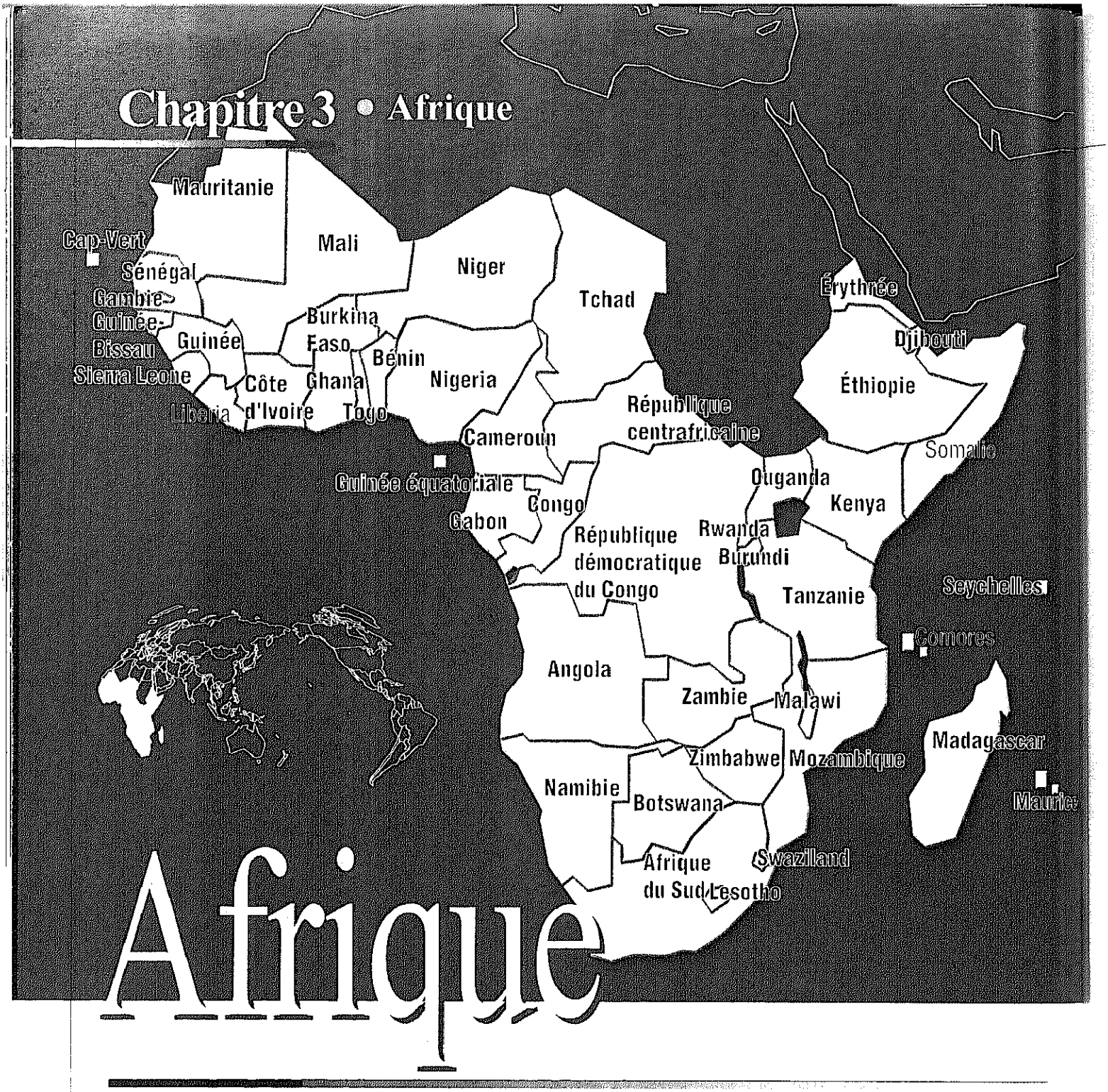
Conscients de ce décalage, nous avons axé la formation destinée aux enseignantes afghanes sur des conseils en matière de politique éducative, et nous les avons encouragées à réfléchir à ce qu'elles pouvaient faire concrètement à partir des connaissances acquises au Japon.

Enseignantes afghanes en stage de formation au Japon

Les stagiaires sont rentrées chez elles *emplies de confiance et d'espoir. Elles partageaient* le sentiment « d'avoir reçu une formation très utile, les problèmes, leurs causes et les actions à mener pour commencer ayant été identifiés avec précision. De retour dans leur pays, il ne leur restait plus qu'à mettre à profit ce qu'elles avaient appris. »

En permettant à ces femmes d'apprendre à identifier et à analyser elles-mêmes les problèmes rencontrés, et d'appliquer dans leur *pratique quotidienne les enseignements du* stage, tout en menant à bien les projets qu'elles ont élaborés au Japon, l'Agence espère pouvoir continuer à soutenir le développement des ressources humaines en Afghanistan.

(Centre international de Tokyo)



Afrique

Piliers de l'aide Ultime objectif : réduire la pauvreté

L'aide de l'Europe et des États-Unis n'a pas augmenté de manière significative depuis la fin de la guerre froide. Considérant l'importance des pays africains sur la scène internationale, le Japon a co-organisé la première Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD I) en 1993 et la deuxième TICAD (TICAD II) en 1998. Ces conférences avaient pour objet de souligner l'importance du développement africain pour la communauté internationale, et de renforcer la compréhension de ce continent et le soutien dont il bénéficie. S'appuyant sur les lignes directrices de l'aide japonaise pour l'Afrique, le Plan d'action de Tokyo de la TICAD II et les objectifs communs de la communauté internationale, notamment les « objectifs du millénaire pour le développement (OMD)* », la JICA contribue au développement des ressources humaines et au renforcement des capacités pour atteindre l'objectif ultime du développement africain, désigné comme étant la réduction de la pauvreté.

L'Agence concentre son aide en priorité sur les domaines suivants :

1) Développement social axé sur l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau
2) Développement agricole et rural garantissant la sécurité alimentaire et le mieux-être des pauvres
3) Développement du secteur privé par le renforcement des institutions d'économie de marché et des petites et moyennes entreprises (PME)
4) Démocratisation, prévention des conflits et reconstruction après le retour de la paix comme bases du développement

L'aide dans ces domaines sera fournie en exploitant la coopération Sud-Sud*, notamment la coopération Asie-Afrique et la coopération intra-régionale entre les pays africains. Nous participerons en outre activement au processus d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté* (CSLP) et des programmes sectoriels* afin de renforcer la pratique de l'appropriation du côté africain et la coordination des donateurs*.